

de pression politique qu'une fonction de la capacité qu'a le pays bénéficiaire de réagir positivement.

La politique de l'aide alimentaire

Au cours des vingt-cinq dernières années, les États-Unis ont fourni de loin l'aide alimentaire la plus considérable. Le programme américain a été créé à l'origine dans le cadre de la Loi publique n° 480, qui visait à favoriser la stabilité de l'agriculture américaine, à éliminer d'énormes surplus agricoles et à mettre l'aide alimentaire au service de la politique étrangère. C'est pourquoi, au cours des vingt dernières années, une grande part de l'aide américaine a été dirigée sur des pays qui forment le périmètre de la défense américaine ou sur des pays qui revêtent une importance politique particulière. C'est ainsi que la Corée du Sud, le Vietnam, l'Indonésie, le Pakistan et Israël ont reçu la part du lion. Au cours de 1974, par exemple, Israël et ses trois millions d'habitants ont reçu une aide alimentaire plus substantielle que le Bangladesh avec ses soixante-dix millions d'habitants. Le gouvernement des États-Unis a refusé de vendre du blé au gouvernement du président Allende quelques jours avant son assassinat, mais a effectué une énorme vente à crédit au nouveau gouvernement un mois plus tard. On raconte qu'au cours de sa visite en Inde en 1974, Kissinger s'est efforcé de troquer une aide alimentaire en quantités suffisantes pour les besoins de l'Inde contre l'autorisation de construire une base navale à Diego Garcia. Monsieur Yatron, membre du Congrès américain et du Sous-comité de la Chambre sur les ressources, l'alimentation et l'énergie internationales reconnaît que l'aide alimentaire américaine continue de servir de moyen de pression économique et politique sur le plan international.

L'aide alimentaire est extrêmement bénéfique à court terme, mais, paradoxalement, elle a à long terme une incidence négative sur la capacité des pays bénéficiaires de satisfaire à leurs besoins. On a remarqué que le déversement d'excédents alimentaires dans les pays en développement freine la croissance de l'agriculture locale (notamment la production alimentaire) et maintient ainsi les nations pauvres dans un état de dépendance. Par le passé, l'aide alimentaire massive des États-Unis a contribué indirectement à retarder les réformes agraires en Asie du Sud et en Amérique latine, permettant aux dirigeants des pays en développement de négliger le développement agricole en faveur de belles usines, des réseaux de télévision et des réacteurs nucléaires et à s'engager dans de mini-courses aux armements avec leurs

voisins. De fait, l'aide alimentaire a permis de maintenir au pouvoir pendant de longues périodes des élites qui n'attachaient guère d'importance à l'agriculture et à la production alimentaire pour les masses.

Un changement radical

Depuis quelques années, toutefois, les aspects politiques et économiques de la production alimentaire ont considérablement évolué. L'épuisement des excédents, une forte demande à l'échelle planétaire et l'entrée de nouveaux acheteurs prospères sur le marché font que les pays exportateurs n'ont pas intérêt à accorder de l'aide alimentaire. Entre 1972 et 1975, la valeur des exportations de denrées commerciales est passée de 1,7 à 7 milliards de dollars. C'est ainsi que les programmes alimentaires pour la paix se sont transformés en programmes alimentaires pour l'argent. Il est évident que la pénurie actuelle n'est pas la conséquence d'une modification sensible du niveau de l'offre, mais plutôt de l'instabilité de la demande et de l'évolution des politiques économiques des pays exportateurs.

Les pénuries alimentaires des années 70 et l'embargo pétrolier des États arabes ont conduit à un réexamen de l'aide alimentaire comme moyen de pression politique. La notion de pouvoir alimentaire a fait florès aux États-Unis après la présentation d'un rapport de la CIA prédisant, pour ce pays, une influence politique accrue sur le plan mondial par suite des futures pénuries alimentaires. Selon ce même rapport, la demande croissante et les changements climatiques défavoriseront probablement la production alimentaire de l'URSS, de la Chine, du Canada et de certaines régions de moussons d'Asie et d'Afrique, ce qui donnera aux États-Unis un quasi-monopole sur l'exportation des denrées et une hégémonie qui égalerait la position qu'ils détenaient à la fin des années 40.

Même si l'on accepte le scénario de la CIA, l'exercice du pouvoir alimentaire a certaines limites intrinsèques, car les pays les plus à la merci de l'aide américaine dans ce domaine seront ceux pour lesquels on peut prévoir les plus forts déficits alimentaires. Selon toute vraisemblance, les pays de cette catégorie sont, à l'exception du Japon, les États les plus pauvres d'Asie et d'Afrique. On peut donc se demander à quoi peut bien servir le «pouvoir» de vie et de mort sur un pays comme le Bangladesh ou sur la région du Sahel et quels marchandages peuvent autoriser ce pouvoir. Ses détenteurs voudront sans doute s'en servir contre les États pétroliers du Moyen-Orient, même si, de toute évidence, les